

Le service civique, "priorité réaffirmée" du gouvernement dans le projet de budget 2018

Paris, 27 sept. 2017 (AFP) -

Le gouvernement alloue 448 millions d'euros au financement du service civique en 2018, "priorité réaffirmée" avec un objectif de 150.000 jeunes volontaires l'an prochain, selon le projet de loi de finances (PLF) annoncé mercredi.

Ce montant, supérieur aux 390 millions d'euros octroyés dans le PLF 2017, représente la moitié des moyens alloués par l'Etat à la mission "Sport, jeunesse et via associative" (0,9 milliard d'euros) et garantit la "pérennisation" du service civique, selon le dossier de presse distribué par Bercy.

L'objectif de 150.000 jeunes volontaires en 2018 représente "un quart d'une génération".

"La dynamique observée, les conventions signées dans des secteurs à fort potentiel et l'existence de besoins avérés, dès la rentrée scolaire 2017, pour la mise en oeuvre du dispositif +devoirs faits+ au sein du ministère de l'Education nationale, contribueront à atteindre cet objectif", assure le gouvernement.

Créé en 2010, le service civique permet aux 16-25 ans (30 ans pour les personnes handicapées) d'effectuer une mission d'intérêt général de six à douze mois dans une association, une collectivité ou un établissement public, indemnisée près de 580 euros nets par mois.

En 2016, près de 92.000 jeunes avaient réalisé une mission de service civique, un chiffre en hausse de 75% sur un an mais qui n'avait pas atteint l'objectif de 110.000, selon le rapport d'activité de l'Agence nationale du service civique.

Pendant le précédent quinquennat, François Hollande avait affiché des objectifs de développement ambitieux. Début 2016, alors qu'il y avait quatre fois plus de demandes que de missions disponibles, il avait affirmé que "d'ici trois ans, le service civique devra(it) accueillir la moitié d'une classe d'âge, près de 350.000 jeunes par an".

paj/ao/mm

Afp le 27 sept. 17 à 13 17.